Les cendres et le brasier : ce que l'historien apprend au sociologue des révolutions

Federico Tarragoni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1409>

DOI : 10.4000/elh.1409

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2018

Pagination : 69-79

ISBN : 978-2-271-12431-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Federico Tarragoni, « Les cendres et le brasier : ce que l'historien apprend au sociologue des révolutions », *Écrire l'histoire* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1409> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1409>

Les cendres et le brasier : ce que l'historien apprend au sociologue des révolutions

Souvent on distingue la sociologie et l'histoire par une propriété fondamentale du matériau empirique collecté : son caractère « vivant » pour la sociologie et « mort » pour l'histoire. Il s'agit, plus profondément, de différencier deux méthodes servant à objectiver le monde social : l'analyse interprétative et contextuelle des archives pour l'historien, et celle, menée *in situ* et de manière interactive, des entretiens et des observations ethnographiques pour le sociologue. Cette distinction, du reste fragilisée par les historiens du temps présent¹, ne remet toutefois pas en cause l'affinité épistémologique profonde entre la sociologie et l'histoire, en tant que disciplines analysant les formes de l'action sociale dans l'espace et dans le temps².

S'il y a un champ dans lequel cette affinité est particulièrement frappante, c'est bien l'analyse des révolutions.

Révolution française, révolution américaine, Trois Glorieuses de 1830, printemps des peuples de 1848, révolution weimarienne puis spartakiste en Allemagne (1918-1919), révolution d'Octobre, révolution communiste chinoise, Mai 68 : autant d'événements qui brisèrent la continuité attendue des sociétés et de l'histoire. Or, l'étonnement qu'ont ressenti les historiens face à de telles ruptures semble, exception faite de l'inégale distance des temps, résonner avec celui qu'ont éprouvé « à chaud » les acteurs révolutionnaires. Tant les uns que les autres se sont posé la question cruciale : que se passe-t-il dans ces moments tout à fait exceptionnels de la vie collective que sont les ruptures, tant symboliques que réelles, de l'ordre social, politique et institutionnel ?

Cette question est de facture proprement sociologique. Pour chaque révolution, du

passé ou du présent, elle conduit à imbriquer une explication « macro » des causes structurelles qui l'ont engendrée et une compréhension plus fine, à l'échelle individuelle et intersubjective, des logiques d'action qui la traversent. Cette imbrication est d'autant plus nécessaire à restituer que toute révolution suspend l'ordre social, ses repères et ses normes, et incite les acteurs à repenser leur place dans cet ordre, et à se repenser en conséquence. En ce sens, toute révolution est le produit d'un ensemble de causes structurelles, d'ordre « macro », mais elle est également produite, « par le bas », par l'action des individus dont les vies la croisent et sont changées par elle.

Cette idée semble avoir profondément influencé la recherche historique récente sur les révolutions, bien plus que la recherche sociologique. En même temps que les historiens des révolutions ont affiné leur capacité interprétative sur les révolutions du passé, les sociologues semblent avoir régressé dans une analyse purement « macro », à vol d'oiseau, des révolutions en cours. Cela est dû en partie à la spécificité des matériaux empiriques. L'histoire travaille sur des archives fragmentaires et parcelaires, avec des zones de lumière et des zones d'ombre, des voix et des silences, ce qui stimule fortement l'imagination historique³ : celle-ci vient compenser, en quelque sorte, les lacunes irréductibles sur les « motifs » subjectifs et intersubjectifs de l'agir révolutionnaire. Le fait de ne pas avoir l'acteur révolutionnaire devant soi, en chair et en os, pour répondre à toutes les questions que sur lui se pose l'analyste, fait foisonner les hypothèses, les reconstructions narratives, les interprétations de toutes sortes. Le sociologue, dit-on, n'a

pas besoin d'imaginer : s'il veut étudier les effets sociaux d'une révolution en cours, il lui suffit d'être sur place et d'interroger les individus. Encore faut-il qu'il se dépêche, car la révolution risque rapidement de s'éteindre ou de tourner au cauchemar ! Toujours est-il que l'entretien et l'observation ethnographique, quoique partiels et toujours situés, semblent rendre inutile l'imagination et, dans une version fétichiste de la sociologie considérant que le terrain « parle » sans médiations, *a fortiori* l'interprétation. Le défaut d'imagination sur les « raisons d'agir » des révolutionnaires est une raison du retard de la sociologie face à l'histoire ; l'autre est que la sociologie appréhende souvent les phénomènes de changement avec l'idée contre-intuitive que le monde social n'est pas transformable⁴.

Si parfois, comme dans le cas des printemps arabes, la suite des événements confirme cette hypothèse, il est erroné de l'utiliser comme *seule* hypothèse pertinente pour appréhender l'évolution des sociétés à la suite des révolutions. Cela conduit en effet à occulter le potentiel transformateur des processus révolutionnaires, tant au niveau social qu'au niveau subjectif. C'est pourquoi les sociologues, qui disposent du matériau vivant des révolutions en train de se faire, gagneraient à s'inspirer des nouvelles problématiques introduites par les historiens de 1789, de 1830, de 1848, de 1917, de 1968. Cela les amènerait, entre autres, à revoir leur manière de construire le « début » et la « fin » de toute révolution. Si, du point de vue « macro », une révolution débute avec des soulèvements et des changements constitutionnels ou institutionnels, et s'achève souvent par des

contre-révolutions de palais, du point de vue « micro » elle est constituée *de facto* par des indignations individuelles et collectives qui en précèdent la détonation et survivent à sa « fin » institutionnelle⁵. Les rapports entre l'histoire et la sociologie des révolutions s'apparentent donc à ceux, métaphoriques, des cendres et du brasier. L'histoire est un savoir des « cendres » : elle cherche à comprendre comment les aspirations,

les contradictions et la mémoire des révolutions se transmettent dans le temps, entre des générations d'acteurs révolutionnaires. La sociologie est un savoir du « brasier » : elle cherche à comprendre les causes de la détonation révolutionnaire, mais ne doit pas oublier que ses effets continuent de parcourir le monde social bien après la fin institutionnelle de la révolution, dans les « cendres » à venir⁶.

Qu'est-ce qu'une révolution ?

Encore faut-il s'entendre sur ce qu'est exactement une « révolution » par rapport à des processus sociaux similaires, comme des émeutes, des révoltes ou des mouvements sociaux. Après les récents printemps arabes, cette interrogation, qui avait mobilisé une partie des sciences sociales dans les années 1970 à l'occasion des débats sur Mai 68⁷, est redevenue d'actualité. Y répondre rigoureusement suppose de comparer des événements passés, définis comme des révolutions par les historiens, avec des phénomènes actuels définis comme « révolutionnaires » par leurs acteurs.

En quoi les révolutions « de couleur » dans l'espace postsoviétique (Géorgie, Ukraine, Kirghizistan, Biélorussie) par exemple, ou les printemps arabes (Tunisie, Maroc, Égypte) et les révolutions néo-populistes en Amérique latine contemporaine (Venezuela, Bolivie, Équateur) seraient-ils comparables à la Révolution française, à la révolution américaine ou au printemps des peuples de 1848 ?

Toute révolution se caractérise par la conjonction de trois critères. Le premier :

l'existence d'une mobilisation massive, souvent interclasse et durable, qui prend pour cible une ou plusieurs dimension(s) de l'ordre institutionnel en tant qu'ensemble de rapports sociaux de domination (la domination de classe, de race, de sexe, fiscale, impériale, (néo) coloniale, bureaucratique, policière, néolibérale, etc.). Cette mobilisation finit par délégitimer l'ordre social en tant qu'ordre hégémonique fabriqué par le régime politique en place. Sans cette délégitimation globale, il n'est pas de véritable révolution (mais tout au plus des mouvements sociaux ou des mobilisations collectives). Le second critère : toute révolution suppose un usage de la violence politique, dans la mesure où elle se produit dans un contexte de guerre civile latente ou réelle. Cette violence, s'exerçant tant chez les acteurs révolutionnaires que dans leur répression par le régime en place, peut être plus ou moins intense ; voire, comme dans le cas de la révolution bolivarienne au Venezuela, intervenir bien en amont de la révolution elle-même (l'émeute populaire du 27 février 1989, soit neuf

ans avant l'élection de l'ex-lieutenant putschiste Hugo Chávez à la présidence de la République). Enfin, le troisième critère : toute révolution débouche sur des changements constitutionnels et institutionnels réels, que ceux-ci soient durables ou non. On tend d'ailleurs, comme en témoigne le cas de Mai 68, à distinguer « révoltes » et « révolutions » en fonction de ce dernier critère. Ce qui, en l'occurrence, ne fonctionne qu'à moitié pour Mai 68 : hâtivement étiqueté comme « révolte » en raison de son « échec institutionnel », il a bien été une véritable révolution par les changements sociopolitiques profonds qu'il a engendrés (libération sexuelle et avancée vers l'égalité femme-homme, accélération de la décolonisation, réforme des institutions familiale, scolaire, asilaire, etc.).

Ces trois critères ne prédélimitent pas, en revanche, le type de politique promue

par une révolution : il y aura ainsi des révolutions libérales, populistes, nationalistes, socialistes ou communistes ; des révolutions progressistes (comme la Révolution française, qui abolit les privilèges de l'Ancien Régime) ou conservatrices (comme la révolution américaine de 1776, qui souhaitait restaurer une tradition d'autonomie perdue avec la colonisation anglaise⁸) ; des révolutions autoritaires (comme le fascisme ou le nazisme) ou démocratiques (comme la révolution des œillets au Portugal) ; des révolutions patriciennes (comme la *Glorious Revolution* anglaise de 1688) ou plébéiennes (comme la Commune parisienne en 1871), et ainsi de suite. Les critères énumérés ont trait aux caractères morphologiques *communs* aux différentes révolutions, et non à ce qui les rend spécifiques et singulières, à savoir leurs revendications, leur idéologie – leur contenu, en somme.

Trois écueils des approches courantes des révolutions

Une telle définition permet de délimiter clairement un objet. Mais ce n'est pas la seule opération à accomplir lorsqu'on souhaite se pencher sur les révolutions du présent avec les prismes d'analyse fabriqués par les historiens des révolutions. Il faut aussi régler des problèmes de focale, des écueils et des

tropismes que l'on rencontre souvent dans l'analyse sociologique des révolutions du temps présent. Ces problèmes sont surtout liés au fait que ces révolutions sont, justement, en cours ; autrement dit, que leur suite politique n'est pas connue.

L'illusion idéologique

Le premier écueil est celui qui, défendant la proximité avec les acteurs révolutionnaires, conduit à abandonner le devoir de distanciation du sociologue.

Ce dernier risque alors de plaquer sur son objet la lecture idéologique qu'en font les acteurs qu'il étudie, lecture idéologique qui n'est évidemment pas sans

intérêt, mais qui doit être, elle aussi, traitée en objet d'étude. L'actualité latino-américaine, avec trois révolutions en cours s'acheminant vers leur fin institutionnelle – la révolution bolivarienne au Venezuela (1998-), la « révolution indigène » en Bolivie (2006-) et la « révolution citoyenne » en Équateur (2006-) –, abonde de lectures de ce type. Afin de contrer l'analyse qu'une partie de la science politique a faite de ces événements en les traitant comme des phénomènes d'irrationalité collective ou des dictatures en germe, nombre de sociologues latino-américains en ont fait des « révolutions »

pour la simple raison qu'elles sont considérées comme telles par leurs acteurs.

Là où l'histoire bénéficie du recul du temps et peut observer les révolutions du passé à l'aune des batailles interprétatives qui les ont constituées en tant que telles, la sociologie s'écrit au présent de l'événement. Le sociologue doit donc observer les révolutions en s'astreignant au double principe qui fonde sa connaissance scientifique, connaissance d'un monde social dont il fait lui-même partie et qu'il contribue à façonner : l'engagement par l'enquête et la distanciation par le recul analytique⁹.

L'illusion téléologique

Le deuxième écueil est l'opposé du premier. Fondé sur une interprétation abusive du principe de « neutralité axiologique » de Max Weber, et donc du devoir de distanciation critique à l'égard des valeurs des révolutionnaires, il conduit le sociologue à minorer le potentiel transformateur, voire émancipateur, de toute révolution. Il est vrai, nous dira-t-on, que dans l'immense majorité des situations révolutionnaires les effets à moyen et à long termes peuvent contredire ceux qu'escomptaient ou voulaient les acteurs eux-mêmes. Il en va ainsi dans les révolutions qui virent à l'institutionnalisation de la violence révolutionnaire, comme la Révolution française ou la révolution d'Octobre ; de même des révolutions qui connaissent leur « thermidor » sous la forme d'une contre-révolution de palais, comme, très récemment, la prise du pouvoir par le maréchal al-Sissi en Égypte.

Cet écueil que nous nommons *téléologique* consiste à prendre ces effets

paradoxaux des révolutions, que le sociologue Max Weber plaçait du côté du « paradoxe des conséquences » typique de l'action en général¹⁰, comme leur *loi naturelle*. Les révolutions sont toujours vouées à l'échec : prétendant vouloir tout changer, elles ne font que reproduire à terme l'ordre social en pire, après un interrègne plus ou moins violent et anarchique¹¹. Cette idée est d'ailleurs parfaitement cohérente avec l'étymologie de *révolution* (*revolutio*, ou « retour en arrière »). En dépit de sa neutralité axiologique affichée, ce type de raisonnement circulaire et téléologique est épris de normativité. Il reconduit en effet toutes sortes de stéréotypes et de représentations sur l'ivresse des foules, la violence naturelle des insurgés, le motif de la « faim » qui ferait obstacle à l'élaboration de véritables demandes de droit, de justice et de reconnaissance, ou encore la vision d'une histoire qui se répète et qui ne peut pas être changée. Ce raisonnement semble ainsi reprendre

nombre de *topoi* de la littérature réactionnaire et agoraphobe sur les révolutions du passé, à l'image de la description des révolutionnaires de 1789 que faisait Hippolyte Taine dans ses *Origines de la France contemporaine*.

Là aussi, l'histoire des révolutions est riche d'enseignements. Elle montre qu'on ne peut pas analyser les logiques d'action des phénomènes révolutionnaires sans prendre en compte la dimension irréductible d'incertitude dans laquelle se meuvent les acteurs. Analyser

une révolution du passé par les effets connus de cette révolution, c'est dès lors jeter un voile sur le processus révolutionnaire lui-même. Tout comme l'historien doit analyser les révolutions en faisant comme s'il n'en connaissait pas la suite, pour relever les « futurs non advenus¹² » inscrits dans les événements, le sociologue doit rendre intelligibles les dynamiques d'action révolutionnaire sans les réduire à des effets escomptés *ex ante* (qui ne sont, la plupart du temps, qu'une évolution possible *parmi d'autres*)¹³.

L'illusion étilogique

Ce deuxième écueil ouvre au troisième. Il s'agit du tropisme consistant à expliquer une révolution par les causes structurelles qui l'ont engendrée, et non par les dynamiques qui la font évoluer au fil du temps. Or, la première opération ne peut aller sans la deuxième. Il est évidemment crucial d'expliquer pourquoi une révolution s'est produite, dans un contexte social et historique singulier. Mais il est tout aussi important, sinon plus, face à un phénomène qui change considérablement les contextes sociaux dans lesquels il se produit, d'analyser de manière rigoureuse les microévolutions qui le rythment et le scandent, et qui sont souvent l'effet des logiques d'action des acteurs révolutionnaires eux-mêmes. Force est de constater que l'essentiel de la littérature sur les printemps arabes, pour ne prendre que cet exemple, ne s'encombre pas de cette double nécessité. Les observateurs ont ainsi listé des causalités structurelles, sans jamais considérer l'influence que les logiques d'action révolutionnaires ont exercée sur l'évolution des contextes. On a invoqué,

dans un inventaire à la Prévert : la démographie explosive des pays du Maghreb, avec une jeunesse surnuméraire ; la surqualification des jeunes diplômés par rapport à la capacité d'absorption, mesurable par le taux de création des cadres, des marchés nationaux du travail ; le désajustement entre l'inertie des structures familiales et matrimoniales et une libéralisation objective des mœurs, ainsi qu'une certaine libération des femmes ; le rôle central joué par les réseaux sociaux ; la transnationalisation des causes dans tout le Maghreb... Cette liste potentiellement inépuisable finit par faire de la révolution l'épiphénomène de ses causes¹⁴.

On finit ainsi par oublier que les révolutions repolitisent les espaces sociaux dans lesquels elles adviennent¹⁵. Qu'elles y inscrivent une forme de violence oscillant entre la désobéissance civile, la violence émeutière et la violence d'État. Qu'elles changent profondément les équilibres institutionnels et les rapports sociaux de domination, soient-ils culturels, politiques, économiques ou symboliques.

Qu'elles ménagent une place tout à fait centrale à l'utopie, c'est-à-dire à la critique des sociétés existantes et à l'imagination de nouveaux liens sociaux, ou encore à l'idéologie de la régénération radicale, à savoir l'idée que les individus, et leurs collectifs d'appartenance, *peuvent et doivent* se transformer. Qu'elles libèrent toujours une parole publique chez les subalternes et les conduisent à s'indigner, à égrener des demandes de droits, de justice et de reconnaissance,

souvent destinées à être insatisfaites, voire ignorées, par les professionnels de la révolution parvenus entre-temps au pouvoir. Tous ces processus sont étrangement laissés de côté dans les causes invoquées : et pour cause ! Ils font en effet partie des dynamiques que la révolution elle-même a engendrées, des processus dont elle s'autoalimente comme fait social et qui n'étaient pas présents, sinon à un état très embryonnaire, dans son contexte de genèse.

La nouvelle histoire des révolutions comme sociologie du politique

Les historiens ont été particulièrement sensibles à ces dynamiques de la politisation révolutionnaire, et à leur capacité à modeler les contextes sociaux en devenir des révolutions (et donc à en expliquer causalement l'évolution).

Une première forme de politisation est, tout simplement, la radicalisation. En reconstruisant les trajectoires biographiques d'un certain nombre d'habitants du faubourg Saint-Marcel sous la Révolution française, Haim Burstin a montré le rôle du « protagonisme populaire » dans toute révolution : à savoir, l'influence majeure qu'exerce sur les subalternes l'idée d'être enfin « créateurs » de la grande Histoire¹⁶. En se penchant, quant à lui, sur les 1 177 députés du tiers état habilités à siéger à l'Assemblée nationale en 1789, Timothy Tackett montre comment « des hommes et des femmes sont [...] devenus des révolutionnaires », c'est-à-dire « comment ils en sont [...] arrivés à cette incroyable conclusion, si rare dans le cours des

affaires humaines, que le monde politique et institutionnel qu'ils avaient toujours connu devait être renversé et réformé de fond en comble¹⁷ ». En s'appuyant sur leurs témoignages directs, retranscrits dans leurs échanges épistolaires, l'historien montre comment ces notables, tous familiers de la philosophie des Lumières, se sont « radicalisés » peu à peu, souvent excédés par l'arrogance, le mépris et les manigances du clergé et de l'aristocratie. Au fil des débats parlementaires, un conflit politique voit le jour, qui essaime ensuite dans les communes dont ces députés sont les représentants. Dans cet essaimage, les émotions jouent un rôle déterminant, dans la mesure où elles traduisent, notamment pour le menu peuple, une manière critique d'intervenir dans l'espace public¹⁸. En s'engageant dans les événements révolutionnaires, de façon plus ou moins directe, intense ou militante, les individus changent, leurs trajectoires bifurquent, leurs rapports sociaux évoluent. Des pratiques

apparemment anodines (comparées aux « grands » changements institutionnels produits par les révolutions), comme les violences envers les images symbolisant un ordre social à détruire, témoignent de cette radicalisation. Plus encore que des changements de régime, ce sont souvent ces pratiques subversives ou conflictuelles qui constituent la trame sociale d'une révolution¹⁹.

Une autre forme de politisation tient à l'aiguillage des compétences politiques, ou tout simplement critiques, des individus ordinaires. Pris dans les événements révolutionnaires, ceux-ci sont amenés à juger du gouvernement en place et d'un futur désirable, à faire valoir leur sens du juste et de l'injuste, du tolérable et de l'intolérable. C'est ce qui se passe dans la « révolte des boules de neige » à Murano en 1511, analysée par Claire Judde de Larivière. Loin de faire une lecture purement carnavalesque de cette révolution qui fit fuir le *podestà* vénitien sous une volée de boules de neige, l'historienne montre qu'elle fut le point d'orgue d'une socialisation contestataire des travailleurs du verre muranais, accomplie dans des confréries professionnelles et visant la domination vénitienne²⁰. En appréhendant la participation ouvrière à la révolution parisienne de 1848, William H. Sewell insiste à son tour sur le rôle absolument central des compétences critiques ordinaires des « exclus » de la politique institutionnelle. Le principal moteur des révolutions de

1830 et 1834, dont les effets se font sentir jusqu'en 1848, est selon lui une « transformation de la mentalité » des ouvriers organisés dans les ateliers artisanaux²¹. Cette transformation les conduit à concevoir leurs droits, de manière indissociablement démocratique *et* guerrière²², en opposition aux intérêts d'une bourgeoisie propriétaire. S'agissant de revendiquer des droits souvent impensables et indicibles au moment de leur énonciation, l'utopie occupe une place fondamentale dans cette politisation révolutionnaire²³.

Cette liste n'a pas vocation à l'exhaustivité²⁴. Elle vise à montrer que la majorité des travaux récents en histoire des révolutions insiste désormais sur les ressorts multiples de la politisation révolutionnaire, abordée « par le bas²⁵ ». Il s'agit dès lors de recentrer la focale sur la dialectique entre les inerties structurelles et les dynamiques contingentes²⁶, dialectique qui peut être examinée à la lumière des transformations sociales et biographiques des acteurs révolutionnaires eux-mêmes²⁷. C'est pourquoi l'histoire des révolutions a tant à apprendre à la sociologie, du moins si l'idée que celle-ci se fait de son objet – le « social » – n'est pas statique et essentialiste (c'est-à-dire « l'ordre social »), mais dynamique et évolutive. L'image du social avec laquelle l'histoire des révolutions familiarise la sociologie est celle d'une société façonnée par ses structures et ne cessant d'évoluer par les logiques d'action de ses acteurs²⁸.

Le canal institutionnel et le canal subjectif

Dans chaque révolution ainsi abordée, il est deux canaux qui procèdent en parallèle et qui ne se recoupent qu'à certains moments : le canal institutionnel et le canal (inter)subjectif. Les révolutions peuvent donc échouer institutionnellement, et leur durée institutionnelle peut être clairement établie, mais elles persistent subjectivement, en alimentant une mémoire des vaincus qui peut resurgir à différents moments de l'histoire, dans de nouveaux contextes sociaux. Ainsi en fut-il de la révolution de 1848, considérée par ses acteurs et actrices comme la réalisation des promesses non tenues de la Révolution française²⁹ ; ou, plus près de nous, de Nuit debout, que certains acteurs du mouvement considèrent comme une suite logique de la Commune de Paris de 1871. Pour reprendre le titre de cet article, tout se passe comme si les cendres de la révolution communarde étaient « réchauffées » par le brasier d'une révolution en puissance, celle, citoyenne, de la place de la République d'avril 2016.

Nuit debout et la Commune de Paris
Crédits : Christian Rodriguez (@christianpdg)

En raison du déphasage fondamental entre ces deux « canaux » du phénomène révolutionnaire, la question de l'« échec » d'une révolution perd tout

son sens. Les révolutions, tout en ne cessant pas d'échouer au regard de la définition chronologique que l'on adopte de leurs effets institutionnels (immédiats, à moyen terme ou à long terme), n'échouent jamais véritablement, car elles constituent toujours des moments de politisation, voire d'émancipation, des subalternes.

Il ne s'agit pas toutefois de remplacer le pessimisme libéral face aux révolutions, que Furet a contribué à banaliser dans les sciences sociales, par un nouvel optimisme révolutionnaire, qui serait tout aussi aveuglant et peu productif. Il s'agit plutôt d'être attentifs à la manière dont les conflits nourrissent la dynamique révolutionnaire, afin de l'éclairer d'un regard nouveau, et de montrer comment cette politisation survit à l'échec institutionnel, se retourne contre lui, s'éteint ou se transforme. Un tel regard, qui ne procède d'aucun optimisme politique sur le fond, suppose, en revanche, d'adhérer à l'idée de la transformabilité du monde social. Cela implique de s'opposer à une pratique de la sociologie qui part des incapacités des individus ou des « effets pervers » de tout changement radical³⁰ pour postuler l'illégitimité fondamentale du changement social. Il y a ici du rapport axiologique que le sociologue des révolutions entretient avec son objet : faire valoir la faillibilité et la transformabilité de l'ordre social est le seul horizon normatif dont il puisse se prévaloir. Et, pour une science qui pêche parfois par excès de positivisme, ce n'est pas rien.

Notes

- 1 Sylvie APRILE et Dominique DUPART ont consacré en 2013 un dossier à cette question dans les numéros 11 et 12 – *Présent* – de la revue *Écrire l'histoire*.
- 2 Affinité introduite par le sociologue Max Weber et systématisée par Jean-Claude Passeron, qui considère la sociologie et l'histoire comme deux disciplines maniant le « raisonnement naturel », c'est-à-dire un raisonnement comparatiste, typologique et antinomologique. Jean-Claude PASSERON, *Le Raisonnement sociologique* [1990], A. Michel, 2006.
- 3 Nikolay KOPOSOV, *De l'imagination historique*, Éd. de l'EHESS, 2009.
- 4 Federico TARRAGONI, *L'Énigme révolutionnaire*, Les Prairies ordinaires, 2015.
- 5 Comme pour les printemps arabes, dont le surgissement procède d'un ensemble de pratiques anciennes de contestation et de défiance à l'égard des autorités politiques ; ces pratiques, que John Chalcraft appelle « *popular contentious politics* », perdurent aujourd'hui en dépit de l'échec institutionnel des révolutions du Maghreb et du Machrek. Voir John CHALCRAFT, *Popular Politics in the Making of the Modern Middle East*, Cambridge University Press, 2016.
- 6 Pour une application à l'intérieur de la sociologie politique, on verra Julie PAGIS, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Presses de Sciences po, 2014.
- 7 Boris GOBILLE, *Mai 68*, La Découverte, 2008 ; Ludvine BANTIGNY, Boris GOBILLE, Eugénia PALIERAKI (dir.), *Les « Années 1968 » : circulations révolutionnaires*, numéro 11 de la revue *Monde(s)*, 2017 ; Ludvine BANTIGNY, 1968. *De grands soirs en petits matins*, Seuil, 2018.
- 8 Hannah ARENDT, *De la révolution* [1963], trad. de l'anglais (États-Unis) par Marie Berrane, avec la collab. de Johan-Frédéric Hel-Guedj, Gallimard, 2013.
- 9 Norbert ELIAS, *Engagement et Distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance* [1983], trad. de l'allemand par Michèle Hulin, Fayard, 1993.
- 10 Mohamed CHERKAOUI, *Le Paradoxe des conséquences. Essai sur une théorie wébérienne des effets inattendus et non voulus des actions*, Genève, Droz, 2006.
- 11 Malgré sa finesse analytique, le constat suivant d'Hamit Bozarslan en porte la trace évidente : « En un sens, toute révolution est vouée à la trahison car condamnée, à courte échéance, à s'institutionnaliser, à renouer avec le "temps de pouvoir", correspondant, pour utiliser les catégories soréliennes ou tillyiennes, au passage de la violence révolutionnaire à la force ou la coercition étatique, ou encore de l'utopie à l'idéologie au sens Mannheim du terme. » Hamit BOZARSLAN, Gilles BATAILLON, Christophe JAFFRELOT, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Éd. de l'EHESS, 2011, p. 44. On voit bien que l'écueil téléologique, conduisant à passer sous silence les effets transformateurs non purement institutionnels des révolutions, tient dans l'usage normatif des termes *voué à* ou *condamné à*.
- 12 Quentin DELUERMOZ, Pierre SINGARAVÉLOU, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus*, Seuil, 2016.
- 13 Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques* [1986], Presses de Sciences po, 2009 ; Pierre FAVRE, *Comprendre le monde pour le changer. Épistémologie du politique*, Presses de Sciences po, 2005, p. 232-245 ; Myriam AÏT-AOUDIA, Antoine ROGER (dir.), *La Logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Presses de Sciences po, 2015.
- 14 Pour une critique de cet écueil, on verra Mounia BENNANI-CHRAÏBI, Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, p. 767-796 ; et Laurent JEANPIERRE, « Points d'inflexion des révoltes arabes », *Temps Modernes*, n° 664, 2011, p. 63-84.
- 15 Pour une analyse de cette « repolitisation » à l'aide du concept bourdieusien de « champ », on verra Choukri HMED, Laurent JEANPIERRE (dir.), « Révolutions et crises politiques », dossier spécial des *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212, 2016.
- 16 Haim BURSTIN, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*,

- Vendémiaire, 2013. Pour une mise en perspective comparative, on verra Quentin DELUERMOZ, Boris GOBILLE (dir.), « Protagonisme et crises politiques », dossier de *Politix*, n° 112, 2015.
- 17 Timothy TACKETT, « Par la volonté du peuple ». *Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires* [1996], trad. de l'anglais par Alain Spiess, A. Michel, 1997, p. 15.
- 18 Sophie WAHNICH, *Les Émotions, la Révolution française et le Présent*, CNRS Éditions, 2009.
- 19 Emmanuel FUREIX (dir.), *Iconoclasme et Révolutions. De 1789 à nos jours*, Champ Vallon, 2014.
- 20 Claire JUDGE DE LARIVIÈRE, *La Révolte des boules de neige. Murano face à Venise (1511)*, Fayard, 2014.
- 21 William H. SEWELL, « La confraternité des prolétaires : conscience de classe sous la monarchie de Juillet », *Annales. E.S.C.*, vol. 36, n° 4, 1981, p. 650-671.
- 22 Louis HINCKER, *Citoyens-combattants à Paris (1848-1851)*, Presses universitaires du Septentrion, 2007.
- 23 Maurizio GRIBAUDI, Michèle RIOT-SARCEY, 1848, *la Révolution oubliée*, La Découverte, 2008.
- 24 Elle ne prend pas en compte, par exemple, les renouvellements importants de l'histoire « connectée » des révolutions, qui apportent des éclairages sur les circulations « par le bas » des symboles et des mythes révolutionnaires. Voir Mathilde LARRÈRE et al. (dir.), *Révolutions. Quand les peuples font l'histoire*, Belin, 2013.
- 25 Sur la signification sociologique et politique de ce « par le bas », voir Federico TARRAGONI, « La méthode d'Edward P. Thompson », *Politix*, n° 118, 2017, p. 183-205.
- 26 William H. SEWELL, *Logics of History. Social Theory and Social Transformation*, University of Chicago Press, 2005.
- 27 Une excellente application de cette méthodologie au cas des printemps arabes se trouve dans Amin ALLAL, Thomas PIERRET (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, A. Colin, 2013 ; et Amin ALLAL, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques (2007-2011) », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, p. 821-841.
- 28 Federico TARRAGONI, *Sociologies de l'individu*, La Découverte, 2018.
- 29 Michèle RIOT-SARCEY, *Le Procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*, La Découverte, 2016.
- 30 Ainsi entendus, les « effets pervers » étaient et restent l'un des principaux *topoi* de la rhétorique réactionnaire. Albert O. HIRSCHMAN, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, trad. de l'anglais (États-Unis) par Pierre Andler, Fayard, 1991.